



Cleantech : l'initiative du PS est contre-productive

Le cleantech est un domaine en croissance. Introduire des mesures d'encouragement supplémentaires serait tout sauf durable et affaiblirait l'économie. L'initiative cleantech du PS doit donc être soumise au vote sans contre-projet.

L'initiative cleantech du PS, qui a abouti officiellement, demande que des emplois soient créés grâce à des subventions étatiques. Il est question de plus de 100 000 emplois au total. Les coûts seraient financés par les consommateurs, via des hausses de prix, et par l'économie, via une hausse des impôts. D'après le PS, cette politique de redistribution stimulera la croissance. En réalité, les mesures proposées ne produiront pas l'effet escompté, comme l'Espagne en a fait l'expérience. Près de 670 000 euros ont été dépensés par emploi créé dans le domaine du cleantech (industrie photovoltaïque) et une étude montre que pour chacun de ces emplois, 2,5 autres ont été supprimés dans l'industrie classique. C'est elle en effet qui a dû financer cette politique coûteuse.

L'État peut à tout moment créer des emplois à condition de dépenser suffisamment pour cela. Cela ne prouve cependant pas qu'il est judicieux de procéder ainsi, ni que les emplois créés répondent à une demande du marché et seront durables. L'initiative pourrait même être contre-productive dans le domaine du cleantech, caractérisé par une forte croissance et exposé à une intense concurrence internationale. Si, dans ce contexte, des subventions étaient versées, cela protégerait artificiellement le marché intérieur, faisant décroître sa compétitivité. L'industrie allemande de l'énergie photovoltaïque en sait quelque chose. Outre-Rhin les garanties étatiques réduisent, depuis des années, la pression en faveur d'une efficacité accrue au sein de cette industrie, qui n'a pas réalisé certaines adaptations structurelles. Aujourd'hui, des entreprises chinoises

sont présentes sur le marché avec des modules avantageux et compétitifs, qui détrônent ceux des entreprises allemandes.

Ni des financements directs ni des programmes étatiques ne peuvent doper la croissance dans le domaine du cleantech. Ce dernier est un marché en croissance, sur lequel les entreprises suisses peuvent se profiler. Il n'a pas besoin d'encouragement ni de redistribution pour se développer. Aujourd'hui, 23,5 % des entreprises disposent d'ores et déjà de produits ou de processus cleantech – et on peut partir du principe que le cleantech helvétique pourra accroître considérablement sa part au marché mondial ces prochaines années. La seule chose nécessaire pour y parvenir, ce sont de bonnes conditions-cadre pour les entreprises.